

simplement d'environ 20 p. 100, comme on le prétend parfois.

Si ces calculs sont vrais pour la moyenne canadienne, imaginez, monsieur le Président, quelles pourraient être les possibilités d'augmentation des échanges par rapport à la situation actuelle dans les provinces atlantiques du Canada. Je ne crois pas exagérer en affirmant que le libre-échange fait découvrir un nouvel horizon économique au Canada atlantique.

En outre, je ne crois pas exagérer non plus en supposant que le libre-échange nous donne vraiment la chance de trouver enfin une solution innovatrice au mal chronique que représente la disparité économique régionale dans notre pays. A mon avis, il y a trop longtemps que nous acceptons par habitude, quoique à contrecœur, la disparité régionale qui afflige certaines régions de notre pays et que nous la considérons en fait comme un malaise caractéristique pour lequel il n'existe que très peu de remèdes. Nous avons bien sûr fait l'impossible pour mettre sur pied des programmes spéciaux de développement visant à garantir, par exemple, l'essor économique des Maritimes, mais nos efforts n'ont pas toujours été couronnés de succès. Nous ne sommes parvenus qu'à atténuer un peu cette disparité et, jusqu'à maintenant, nous n'avons pas encore réussi à trouver la formule qui l'éliminerait complètement.

On peut expliquer nos échecs de diverses façons, mais cela tient essentiellement au fait que nous n'avons jamais eu suffisamment accès aux marchés qui se trouvent à nos portes pour écouler les produits que nous fabriquons ou, ce qui est encore plus important, pour vendre les produits que nous pourrions fabriquer à diverses usines installées au Canada atlantique. En général, nous n'avons jamais pu vraiment envisager la possibilité d'une égalité économique, parce que nous n'avons jamais cru en l'existence réelle d'un marché potentiel.

Un des plus grands et des plus importants industriels du Nouveau-Brunswick a bien résumé le sentiment de frustration que ressentent de nombreux habitants des Maritimes en déclarant récemment, et je cite:

De mémoire d'homme, le libre-échange avec les États-Unis a toujours représenté un rêve non réalisé, une occasion perdue, qui a coûté cher aux Canadiens. Nous avons perdu des milliards de dollars, un nombre incalculable d'emplois, la possibilité de voir notre pays grandir—tout cela parce qu'on nous a refusé l'accès à cet immense marché de consommation situé au sud de notre frontière. On nous a isolés en érigeant des barrières tarifaires artificielles qui nous ont empêchés de tenter quelque peu de réaliser notre potentiel en tant que pays commerçant. Nous nous sommes retrouvés dans l'arène, une main derrière le dos, à nous battre contre des puissances économiques mondiales qui luttaient farouchement. Rien d'étonnant à ce que nous ayons encaissé toute une raclée.

Pour la première fois de ma vie, je verrai vraiment de la lumière au bout du tunnel économique du Canada atlantique. Aujourd'hui, pour la première fois depuis la Confédération, quand on trouvera un emplacement pour

Accord de libre-échange

une usine au Nouveau-Brunswick ou en Nouvelle-Écosse, cela pourrait réellement représenter un avantage commercial, et non un désavantage comme par le passé. L'Accord de libre-échange améliore nettement l'accès au marché que constituent les 50 millions d'Américains qui vivent dans le nord-est des États-Unis, le plus important marché régional du monde entier situé à une seule journée de route des Maritimes, un marché plus vaste, plus riche et plus près de nous. Désormais, grâce au libre-échange, ce marché deviendra le marché, intérieur ou étranger, le plus proche auquel auront jamais eu accès les Maritimes.

Pour reprendre à nouveau les paroles de cet industriel du Nouveau-Brunswick:

Maintenant, le gouvernement fédéral est sur le point de faire tomber les barrières commerciales en question à la suite d'une initiative audacieuse qui va changer à jamais l'aspect économique du Canada. Certains Canadiens et certaines entreprises canadiennes en souffriront à court terme. Quelques-unes de nos sociétés feront face à de nouveaux défis difficiles à relever. Cependant, nous serons au moins libérés de toute entrave—pour la première fois dans l'histoire moderne, nous aurons la possibilité de nous établir sur des marchés où des millions et des millions de consommateurs seront prêts à acheter nos produits.

Il conclut en précisant qu'il s'agit d'une période extrêmement captivante et nous avons une possibilité sans précédent d'améliorer encore davantage la situation. Sous peu, selon lui, nous verrons s'ouvrir à nous des marchés inaccessibles depuis des générations. Même si l'analogie n'est peut-être pas tout à fait exacte, je crois instinctivement que le libre-échange aura en définitive sur la région de l'Atlantique les mêmes répercussions bénéfiques que l'Accord canado-américain sur l'automobile pour l'Ontario.

On peut peut-être m'accuser d'avoir une foi aveugle, mais en définitive, le libre-échange représente vraiment une chance de succès inespérée pour notre région. Je suis tout à fait persuadé qu'au cours des dix prochaines années et au-delà, la région de l'Atlantique atteindra l'autarcie économique grâce au libre-échange.

[Français]

Monsieur le Président, ne croyez pas que je ne m'intéresse pas à ma région. Je tiens plutôt à démontrer, en prenant comme exemple le Canada atlantique, que le libre-échange pourrait créer de vastes débouchés pour tout le Canada. Si mes vœux pour le Nouveau-Brunswick et les provinces voisines se réalisaient, imaginez les bénéfiques que le reste du pays pourrait retirer du libre-échange. Par exemple, si nous pouvons stabiliser l'économie de l'Ouest du Canada en augmentant le commerce avec les vastes marchés des États du Sun Belt américain et de la Côte du Pacifique, essayez d'imaginer l'équilibre économique du Canada qui en résultera.